



JEAN VERHEYEN

SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

Classics for Art Professionals

J E A N V E R H E Y E N

Ref.: PROF201805CF

Galleries d'art, antiquaires, restaurateurs et salles de vente

Les professionnels de l'art sont confrontés à un stock en évolution constante. Nous leur offrons la flexibilité et la sécurité d'un contrat spécialisé et sur mesure. Des extensions peuvent être facilement réalisées pour les transports en « clou à clou », les foires et les expositions. En fonction des besoins de l'assuré, les objets peuvent être couverts en « Tous Risques » ou « à la carte ».

AXA XL, leader de l'assurance de l'art et de l'art de vivre allie plus de 50 ans d'expérience à la puissance et à la solidité financière de la marque AXA. AXA XL a confié à la S.A. Jean VERHEYEN la qualité de souscripteur mandaté pour son portefeuille belge. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

Jean Verheyen s.a.



Le présent contrat est régi par la Loi du 25 juin 1992, telle que modifiée par la loi du 16 mars 1994 et par les Conditions Générales et Particulières qui suivent.

Art.1.- OBJET ET ÉTENDUE DU CONTRAT

La Compagnie garantit l'Assuré contre toute perte et dommages causés aux objets désignés aux Conditions particulières, sous réserve des exclusions prévues à l'article 2 ci-après et de la règle proportionnelle prévue à l'article 14 ci-après.

La garantie s'exerce dans les limites territoriales ou aux lieux prévus aux Conditions particulières.

Art.2. - RISQUES EXCLUS

Sont exclus de l'assurance :

- 1) Le bris ou la casse d'objets fragiles ou de nature cassante, à moins que ce bris ne soit causé par le fait des voleurs ou cambrioleurs, ou par suite d'incendie. Cette exclusion ne s'applique pas aux bijoux ou objets de joaillerie;
- 2) Les dommages causés aux cadres et aux verres protecteurs des tableaux;
- 3) Les détériorations causées par l'usure normale. Toutefois, sont couverts la perte ou les dommages résultant de l'usure du fermoir, de la monture ou de tout autre objet servant à fixer, porter ou contenir un objet assuré ;
- 4) Les dommages causés par les mites ou autres vermines, ainsi que les détériorations progressives normales ;
- 5) Les dommages occasionnés aux tapis et tapisseries par les taches, sauf celles résultant de fuites d'eau accidentelles ou de débordement provenant de conduites non souterraines et de tous appareils à effet d'eau et de chauffage;
- 6) Les dommages ou détériorations de tout objet assuré, ayant leur origine directe dans une opération de nettoyage, réparation ou rénovation;
- 7) Le bris de verres de montres, les dommages par le remontage à faux ou excessif des montres, les bosselages ou dommages internes des montres;
- 8) Les dérangements mécaniques et/ou les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement;
- 9) Les sinistres causés par la guerre, la guerre civile, les émeutes, mouvements populaires ou confiscation. Il appartient à la Compagnie de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces événements;
- 10) Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré;
- 11) Les dommages occasionnés par les tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz de marée et autres cataclysmes;

12) Les dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiations provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi qu'aux effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules.

Art.3.- FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le contrat est parfait dès sa signature par les parties. La Compagnie peut en poursuivre dès ce moment l'exécution, mais le contrat ne produit ses effets que le lendemain à midi du paiement de la première prime et des impôts et taxes prévus à l'art 10 relatif au "Paiement des primes" et, au plus tôt, aux date et heure fixées aux Conditions particulières.

Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

Art.4.- DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux Conditions particulières.

Art.5.- RÉSILIATION DU CONTRAT

I. Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

5.1. Par le Preneur d'assurance ou la Compagnie :

Chaque année, à la date d'expiration du contrat, moyennant préavis de trois mois au moins si les conditions particulières prévoient une tacite reconduction à la date d'expiration.

5.2. Par l'Héritier ou la Compagnie, en cas de transfert de propriété des biens sur lesquels repose l'assurance;

5.3. Par la Compagnie :

- 1) En cas de non-paiement des primes;
- 2) En cas d'aggravation des risques;
- 3) En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat;
- 4) Après sinistre;
- 5) En cas de liquidation du Preneur d'assurance ou de l'Assuré;

5.4. Par le Preneur d'assurance :

- 1) En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans la police, si la Compagnie ne consent pas la diminution de la prime correspondante;
- 2) En cas de cessation de commerce ou de dissolution de Compagnie;

5.5. Par le curateur de la faillite du Preneur d'assurance ou de l'Assuré durant les trois mois qui suivent la déclaration de la faillite;

II. Le contrat sera résilié de plein droit dans les cas suivants:

5.6 - perte des biens assurés résultant d'un événement non garanti ;

- saisie conservatoire, saisie exécution sur les biens assurés ou toute autre mesure légale ou judiciaire privant le preneur d'assurance ou l'assuré du plein droit de disposition des objets assurés
- en cas de cession entre vifs des objets assurés dès que le preneur d'assurance n'en a plus la possession

5.7 Dans le cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de la prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise par la Compagnie.

Toutefois, dans les cas visés sous les numéros 5.2, 5.3.1. et 5.4.2. la Compagnie a droit à ladite portion de prime à titre d'indemnité de résiliation.

Lorsque le Preneur d'assurance, l'Héritier ou le curateur a la faculté de résilier le contrat, il doit le faire par lettre recommandée au siège de la Compagnie. La résiliation doit être notifiée au preneur d'assurance.

Sauf dans les cas visés aux articles 5.3.1. et 5.3.4. la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain du dépôt de la lettre recommandée.

Dans le cas visé à l'article 5.3.4. la résiliation aura effet immédiat.

Art.6.- SITUATION DES RISQUES

En cas de transfert des biens assurés dans des locaux, dans des coffres-forts ou dans des territoires autres que ceux indiqués aux Conditions particulières, la garantie du présent contrat est suspendue de plein droit; elle ne peut être rétablie que par avenant ou accord écrit de la Compagnie.

Art.7.- DÉCLARATIONS A LA SOUSCRIPTION ET EN COURS DE CONTRAT - SANCTIONS

7.1. A la souscription du contrat.

Le contrat est établi d'après les déclarations du Preneur d'assurance et la prime est fixée en conséquence. Le Preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour la Compagnie des éléments d'appréciation du risque, qu'elle prend à sa charge.

Lorsqu'à la souscription du contrat l'omission ou l'inexactitude ne sont pas intentionnelles, les sanctions visées sous le numéro 7.2. sont applicables.

7.2. En cours du contrat.

§1. Avant la survenance d'un sinistre.

Le Preneur d'assurance ou, à défaut, l'Assuré doit déclarer à la Compagnie, par lettre recommandée, les circonstances nouvelles ou toute modification à l'une des circonstances spécifiées aux conditions particulières, concernant les éléments propres aux risques assurés.

Cette déclaration doit être faite préalablement à la modification si celle-ci résulte du fait du Preneur d'assurance ou de l'Assuré et, dans les autres cas, dans un délai de huit jours à partir du moment où l'un ou l'autre en a eu connaissance.

Lorsque

- l'omission ou l'inexactitude ne sont pas intentionnelles,

ou

- lorsque cette modification constitue une aggravation du risque et si la Compagnie

- ayant connaissance des éléments exacts, ou

- si l'aggravation avait existé au moment de la souscription

n'aurait consenti qu'à d'autres conditions,

elle doit, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude ou de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude ou au jour de l'aggravation.

Si la Compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le même délai.

Si la proposition de modification du contrat d'assurance est refusée par le Preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la Compagnie peut résilier le contrat dans les quinze jours.

§2. Après la survenance d'un sinistre.

Si un sinistre survient avant la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet, et

- si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au Preneur d'assurance, ou

- si le Preneur d'assurance a rempli l'obligation visée au § 1 de cet article,

l'Assureur est tenu d'effectuer la prestation convenue.

§3. Si un sinistre survient et que le Preneur d'assurance n'a pas rempli l'obligation visée au §1 du présent article :

a) La Compagnie est tenue d'effectuer sa prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché au Preneur;

b) La Compagnie n'est pas tenue d'effectuer sa prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que le Preneur d'assurance aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché au Preneur d'assurance;

Toutefois , si l'Assureur apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque (aggravé), sa prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes payées;

c) Si le Preneur d'assurance a agi dans une intention frauduleuse, la Compagnie peut refuser sa garantie. Les primes échues jusqu'au moment où la Compagnie a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.

7.3. Autres Assurances

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Preneur d'assurance doit en faire la déclaration à la Compagnie. En cours de contrat, cette déclaration doit être faite dans les délais prévus sous le numéro 7.2.

Art.8.- TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

En cas de transfert de propriété, par suite de décès , les droits et obligations nés du contrat d'assurance sont transmis aux héritiers.

Art. 9.- PAIEMENT DES PRIMES - CONSÉQUENCES DU RETARD DANS LE PAIEMENT - IMPÔTS

9.1. La prime - ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions et les frais accessoires de prime - dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurances dont la récupération n'est pas interdite, sont payables au siège de la Compagnie ou au domicile du mandataire éventuellement désigné par elle à cette effet. Les dates d'échéance sont fixées aux Conditions particulières.

9.2. A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la Compagnie - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice - peut, par lettre recommandée mettre en demeure le preneur d'assurance ou la personne chargée du paiement des primes.

La mise en demeure comporte sommation de payer la prime dans le délai de quinze jours à compter du lendemain du dépôt de la lettre recommandée à la poste.

Le contrat peut être suspendu ou résilié à l'expiration du délai des quinze jours visée ci-dessus.

Si la garantie a été suspendue, le paiement par le Preneur d'assurance des primes échues, augmentées s'il a lieu des intérêts, met fin à cette suspension.

Art. 10.- OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, le Preneur d'assurance ou, à défaut, l'Assuré doit :

1) Donner, sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les cinq jours, avis du sinistre au siège de la Compagnie, par écrit - de préférence par lettre recommandée - ou verbalement contre récépissé;

S'il s'agit d'un vol ou une perte, le délai de déclaration est réduit à vingt-quatre heures;

2) Prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance et sauvegarder les biens assurés;

3) En cas de vol, de la tentative de vol ou de la perte:

- Prévenir la police locale, dans les douze heures suivant le moment où il a eu connaissance du sinistre;
- Déposer une plainte au Parquet;
- Prêter son concours à la police et à la Compagnie pour faciliter la recherche des malfaiteurs et le récupération des objets volés ou perdus;

4) Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs;

5) Communiquer, sur simple demande de la Compagnie et sans délai, tous documents nécessaires à l'expertise;

6) Fournir à la Compagnie, dans le délai de vingt jours (en cas de vol ou de perte dans les cinq jours), un état estimatif, certifié sincère et signé par lui, des objets assurés, détruits, disparus ou endommagés.

Si l'Assuré ne remplit pas une des obligations prévues aux §1à §6 ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, la Compagnie a le droit de prendre à une réduction de prestation, à concurrence du préjudice qu'elle a subi.

Si le Preneur d'assurance ou l'Assuré, de mauvaise foi, fait de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits ou disparus des objets n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des objets assurés, ne déclare pas l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes risques, emploi comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'Assuré est entièrement déchu de tout droit à la garantie pour ce sinistre.

Art.11. EXPERTISE

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable est toujours obligatoire, sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Première Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt quinze jours après l'envoi, à l'autre partie, d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise, après sinistre, s'effectue en cas d'assurance pour le compte de qui il appartiendra, avec le Preneur d'assurance du contrat.

Chaque partie paye les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination.

Art. 12.- ESTIMATION ET MODALITÉS DU RÈGLEMENT DES DOMMAGES

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes matérielles, abstraction faite de toute privation de jouissance, de bénéfice ou d'intérêts.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence et de la valeur, au moment du sinistre, des biens sinistrés, l'Assuré est tenu d'en justifier par tous les moyens et documents en son pouvoir, ainsi que de l'importance du dommage.

En cas de sinistre total ou partiel, la Compagnie se réserve le droit, soit de remplacer l'objet, avec l'accord de l'Assuré, soit d'effectuer le règlement en espèces. Dans ce cas, les objets sinistrés sont estimés d'après leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite.

Art.13.- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INSUFFISANCE D'ASSURANCE - RÈGLE PROPORTIONNELLE

S'il résulte des estimations que la valeur de l'objet sinistré excède, au jour du sinistre, la somme garantie pour cet objet, l'Assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage.

Lorsque le sinistre porte sur un objet divisible ou faisant partie d'une paire, parure ou garniture, la Société ne peut être tenue au paiement d'une indemnité supérieure à la valeur de la partie sinistrée, déterminée comme il est dit à l'article 12 relatif à l'estimation et modalités du règlement des dommages. Si la valeur de l'ensemble dont fait partie l'objet sinistré est supérieure, au jour du sinistre, à la somme assurée pour cet ensemble, il est également fait application de la règle proportionnelle.

Art.14.- PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des indemnités doit être effectué dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Art.15.- RÉCUPÉRATION DES OBJETS VOLES

En cas de récupération de tout ou partie des objets volés, à quelque époque que ce soit, l'Assuré doit en aviser immédiatement la Compagnie par lettre recommandée.

Si la récupération des objets a lieu avant le paiement de l'indemnité, l'Assuré doit en reprendre possession et la Société n'est tenue qu'au paiement d'une indemnité correspondant aux détériorations éventuellement subies et aux frais que l'Assuré a pu exposer utilement ou avec l'accord de la Société pour la récupération de ces objets.

Une fois l'indemnité payée, la Société devient par contre, de plein droit, propriétaire des objets récupérés. Toutefois, l'Assuré a la faculté d'en reprendre possession, moyennant restitution de la différence entre l'indemnité reçue et une indemnité définitive calculée comme il est dit à l'alinéa précédent. L'exercice de cette faculté est subordonné à la condition que l'Assuré notifie sa décision de reprise à la Compagnie dans les trente jours suivant celui où il a eu connaissance de la récupération.

Lorsque l'Assuré vient à avoir connaissance qu'une personne détient le bien assuré volé ou perdu, il doit en aviser la Compagnie dans les huit jours par lettre recommandée.

Art.16.- SUBROGATION RECOURS APRÈS SINISTRE

La Compagnie est subrogée, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par elle, dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsable du sinistre.

La Compagnie peut, moyennant surprime, renoncer à l'exercice d'un recours. Toutefois, si le responsable est assuré, la Compagnie peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans la limite de cette assurance.

Art.17.- PRESCRIPTION

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par trois ans, à compter de l'événement qui y donne naissance, (article 34 de la Loi du 25 juin 1994).

Art.18.- ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat, la Compagnie fait élection de domicile à son siège spécial pour la Belgique.

Art.19.- PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Responsable du traitement des données

Jean Verheyen, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « Jean Verheyen »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de Jean Verheyen peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec Jean Verheyen.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.

- le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentaires au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant en l'exécution des conventions entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle Jean Verheyen est soumise.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.

- les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par Jean Verheyen ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de Jean Verheyen, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Jean Verheyen peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen à des fins de marketing direct (actions commerciales, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de Jean Verheyen ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Transfert des données hors de l'Union Européenne

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, Jean Verheyen se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par Jean Verheyen pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à Jean Verheyen à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter Jean Verheyen »).

Conservation des données

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles Jean Verheyen n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que Jean Verheyen demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

Jean Verheyen a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, Jean Verheyen suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de Jean Verheyen la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de Jean Verheyen. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière

significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de Jean Verheyen, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de Jean Verheyen;

- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à Jean Verheyen, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Contacter Jean Verheyen

La personne concernée peut contacter Jean Verheyen pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : Jean Verheyen Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Jean Verheyen traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte

Si la personne concernée estime que Jean Verheyen ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité Jean Verheyen.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00
Fax. + 32 2 274 48 35
commission@privacycommission.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.